

La lettre à  
**LULU**



12 pages  
**3€**

**Nulles en négó, ces femmes!**

Heureusement, Audencia les forme au rééquilibrage salarial. **p.11**

Les apparences sont trompettes

irrégulomadaire satirique N° 100, avril 2018

# Ma ville demain JOHANNA BÉTONNANTES

Stade de foot ratiboisé, carrière à transformer en Miserysneyland, jardins à dégager... Nantes métropole, ses urbanistes et ses communicants marchands de sable s'affairent pour faire passer la pilule de projets tout ficelés, discutés *a posteriori*, à la marge, par des concertations embobineuses. Comme un certain projet dans le bocage....

► pages 2 à 5



**Patator**

## Le gros bobard en 80 jours

UNE « manifestation plurielle » occupe du 12 avril au 30 juin la carrière Miséry, pour faire la promo des projets d'aménagement de l'agglomération avec un fort avant-goût des municipales de 2020. Grand'messe de com' dans une métropole sous rigueur budgétaire. « Nantes se réinvente avec vous » mais achève de démoraliser les acteurs sociaux obligés de quémander quelques subsides pour remplir leur mission. La carrière où doit pousser l'Arbre aux zozios à 35 M€, accueille cette grosse sauterie décrite par les communicants comme une « structure agile et éphémère, lieu de vie en dialogue complet avec le site végétal de la carrière » et une « invitation à découvrir, à partager, à parler collectivement de la manière de faire la ville ». « Débats, expos, spectacles, activités sportives, animations, restauration... » Un vrai centre aéré pour badauds baguenaudant bras ballants. Officiellement, le coût de cette plaisanterie s'élève à 500 000 €, soit quand même 6 250 patates par jour. Mais, à ce prix là, on n'a que la location et le montage de la structure d'échafaudage. Lulu a refait les comptes et arrive à un total supérieur à 25 000 euros par jour, soit une facture réelle dépassant les deux millions. Cherchez l'erreur. Pour noyer le poisson et les deniers publics, les dépenses sont éparpillées façon puzzle entre différentes directions, ainsi qu'entre la ville et la métropole. À vingt mille lieues de la vérité. Heureusement que Jules n'a pas imaginé un tour du monde en 160 jours. ■

Jules Baliverne

## Tout doit disparaître

LA Fnaim s'amuse: cette fédé des Agents immobiliers a estimé la valeur des grandes villes françaises, si tous les apparts, burlingues, commerces étaient vendus d'un seul coup. Nantes vaudrait 41,5 milliards d'euros (*Ouest-France*, 19/08/17). Proposition: on vend tout, on rase et on plante une petite forêt. Du jamais vu: 1 140 arbres aux hérons cernés par les décombres d'une cité ratiboisée, ça en ferait pas, de l'attractivité? ■

## Souverainisme

SI vous avez trois francs six sous à placer, achetez à Pornichet la villa pâtisserie rose et blanche « Ker Souveraine ». 600 petits m<sup>2</sup> pour onze chambres, c'est trop si on n'a pas d'amis, et ça donne sur le remblai de la Baule, donc au ras des pots d'échappement. Du coup, c'est bradé 4,9 millions d'euros, mais quand on n'aime on ne compte pas les chiffres après la virgule. ■



# Comment virer des ronces sans herbicides ?

Le Jardin des Ronces, une épine dans le pied urbanistique de la métropole.

**P**IQÛRES de rappel: un budget de 61,7M€, une «nouvelle offre de logement inscrite dans des éléments de paysage», 2500 à 3000 logements prévus dans ce secteur de Doulon. Face à ce beau plan officiel, un gros hectare de friche maraîchère autogérée résiste à l'inscription dans des éléments de paysage. Le projet urbain de la ZAC Doulon-Gohard piaffe.

Le graff végétal «jardin à défendre» ouvre sur un grand potager commun autogéré, quelques parcelles individuelles, une cabane de jardin de bric et de broc, un verger tout juste planté, un vieux puits pour irriguer. Une «tour à feu» pour les veillées au clair de lune. Des ruches, un four à pain en pierre, d'anciens vestiges de pierre et de béton devenus refuges pour gens en mal de toit. Des fêtes de quartier populaires et non-aseptisées. Une terre menacée qui reprend vie depuis quatre ans, esprit de résistance face au rouleau compresseur métropolitain...

## Nous prenez pas pour des concertés

Pour ceux et celles qui occupent, pas question d'intégrer les mécanismes institutionnels d'«imposition démocratique» et de concertation citoyenne pour projet urbain agricolisé. La défense de cet espace public comme un espace des communs passe par un refus formel d'intégrer la vitrine verte du projet des Gohards: aux Ronces, on lutte contre la politique métropolitaine d'ensemble. Dans les bureaux de nos aménageurs, c'est un dossier épineux.

Comment se débarrasser de ces ronces envahissantes dans une cité à «objectif zéro phyto»? Expulser un lieu de jardinage pour lui substituer un quartier vert hyper citoyen-concerté? Pas la meilleure idée de com'. Pacifier, amadouer... les techno-cerveaux cherchent la bonne stratégie pour éradiquer ces ronces accrocheuses.

Participer à la concertation? Les squatteurs jardiniers ronciers ont répondu un *niêt* net, assorti d'un pamphlet public contre ce simulacre de démocratie, boudant



aussi le «lieu de convivialité et de ressources autour du jardinage en ville» créé par l'association Ecos pour verdir la vitrine du projet urbanistique des Gohards.

## Pas à la bonne place ?

À l'automne dernier, en réunion publique, un enfant s'inquiète de l'avenir du Jardin des Ronces. Réponse de l'adjointe de quartier, Catherine Touchefeu: ce jardin «ne se trouve pas à la bonne place», et le collectif va devoir aller se planter ailleurs. La réponse de Nantes méro à Lulu n'est pas très précise: «Le projet d'aménagement prévoit de relocaliser les jardiniers volontaires sur un autre site, en zone naturelle.» Réaction à cette menace voilée d'expulsion: une manif le 2 décembre dernier, place du Vieux-Doulon, réaffirmant la résistance et suivie de la plantation d'un verger avec 200 personnes venues soutenir les jardiniers, toutes et tous prêts à s'opposer à toute tentative de travaux sur la zone à urbaniser.

Faute d'une solution herbicide efficace contre ces ronces tenaces, la métropole tente la récupération. Même les mauvaises herbes ont leur place dans le grand jar-

din métropolitain, du moment qu'on arrive à les valoriser. Pour preuve, depuis janvier, la nouvelle carte officielle de la «zone agricole des Gohards» fait dorénavant figurer le Jardin des Ronces, que référence aussi Google! À ce rythme, la prochaine ligne verte du Voyage à Nantes fera un détour par ces Ronces jardineuses. ■

## Gilles Raclement

\*[www.nantes-amenagement.fr/wp-content/uploads/2017/02/Carte-DoGo\\_janvier-2018.pdf](http://www.nantes-amenagement.fr/wp-content/uploads/2017/02/Carte-DoGo_janvier-2018.pdf)

Si la culture collective et autogérée des ronces vous intéresse, infos et contacts: [www.lesronces.noblogs.org](http://www.lesronces.noblogs.org)

## Gohards, terre des gogos hardis

### ● Qui qui fait sauter le bouchon ?

3 novembre 2015, (re)lancement de la concertation du projet des Gohards. La salle s'inquiète de l'augmentation à venir du trafic de bagnoles dans le quartier, déjà bien dense aux heures de pointe. Alain Robert, adjoint à l'urbanisme et vice-prés' métropolitain rassure: «Il ne faut pas forcément voir les bouchons comme quelque chose de négatif. C'est aussi le signe d'une ville qui se développe, où il y a de l'emploi». Prochain bouchon, on fait péter le champagne?

### ● Loi des séries

Tournés exclusivement en pays

nantais, six épisodes la série policière *Ben* produite pour France 2 (en *prime time* m'sieurs dames) offre une bonne promo à la Cité des Trouduc de Bretagne. Avec une scène tournée au Jardin des Ronces! Même pas informés, les jardiniers occupants ont dû se plier à la loi des séries. Le directeur de tournage a vendu la mèche: «On avait besoin d'un décor type "squat", Nantes métropole nous a envoyés ici». Le squat promotionnel, un nouveau domaine de concurrence entre métropoles?

### ● Vide promesse

Novembre 2016. Des dizaines de migrants habitant l'ancien pres-

bytère du Vieux-Doulon depuis plus de deux ans sont virés policièrement. Aussitôt Jojohananana Rolland: «Je m'engage à mettre ce bâtiment municipal à disposition pour en faire un lieu d'hébergement d'urgence pour les personnes en grande précarité et pour les migrants». Deux hivers plus tard, la vieille bâtisse est toujours aussi vide que la promesse, qui n'engage toujours que ceux qui veulent y croire...

### ● Carottage à la nantaise

Qui sera choisi pour la première ferme urbaine du projet des Gohards «orientée vers la recherche et l'innovation»? Publiquement,

pas de nom annoncé mais sur le terrain, ça fait longtemps que l'info circule. Le lauréat sera Olivier Durand, maraîcher médiatisé, fournisseur officiel en titre de la métropole pour l'animation légumière. Il fournit l'été quelques salades à la Cantine du Voyage dans de jolis bacs de culture sur palettes qui jouxtent le resto-attraction. Et seuls les esprits tordus s'étonnent que celui qui a réalisé les études sur les potentialités agronomiques de la zone des Gohards récupère la gestion de la première ferme urbaine (lire p.4). Il va pas se prendre le chou avec ces soupçons de conflits d'intérêts. ■

## Droit aux buttes Guerre de tranchées

Une stratégie bien tranchée, pour pousser les Roms au nomadisme forcé.

**A**u printemps 2017, plusieurs dizaines de familles roms trouvent refuge derrière le cimetière du Vieux-Doulon. Les tas de terre «anti-caravanes» récemment dressés ont cédé. Cette ancienne parcelle maraîchère à l'abandon, sur laquelle gisent les ruines d'un temps presque passé, devient grand campement caravanesque. Ce qui fait aussitôt grincer les crocs de quelques gaulois voisins: mais ils sont fous ces roms hein! Toujours à l'écoute de ses braves citoyens, la Ville de Nantes fait vite expulser les pas-d'chez-nous. Les dizaines de tziganes doivent donc trouver pour la énième fois un nouveau terrain. Jusqu'ici, rien de plus banal, tant ces expulsions répétées sont devenues courantes.

## Pour un tas de raisons

Juste après le grand départ forcé, les pelleteuses déboulent. Les tas de terre ne suffisent plus à dissuader les indésirables, d'énormes tranchées sont creusées, et de gigantesques buttes de terre pointent sur toute la parcelle. Niveau dissuasion, ça fait mur. Les pluies remplissent vite d'eau ces nouveaux canaux. Un genre de mix entre Venise de l'Ouest et zone humide à protéger. Dans les bureaux de la métropole, ces gros tas font tousser. On dit même qu'un fossé se serait creusé entre différents services...

## Archéolorien

Chargés, comme avant tout projet urbain, de creuser sur les cinquante premiers centimètres – des fois que nos ancêtres aient laissé quelques vestiges –, les archéologues ne sont pas contents contents qu'on leur ait pourri le chantier. Fin mars, huit mois après, des pelleteuses ont rebouché, ratiboisé. Ambiance pots cassés.

Ces grandes buttes laissent aussi les aménageurs du projet des Gohards quelque peu perplexes. Le terrain est dédié à une ferme urbaine de 1,3 ha «vitrine du terroir nantais» (sic). Même si les meilleurs accompagnateurs de projets agricoles ont été recrutés du côté de la Confédération paysanne, ça va être coton d'imaginer un semblant de culture à la suite de ce champ de bataille. La culture avec un fossé ne semblant pas encore au goût du jour, l'idée a été vite oubliée. Reste la permaculture: la culture sur butte, la voilà l'idée qui éviterait tout enracinement des Roms. ■

Djanren Gohardt





## Let's go'hard! Une histoire de marchands de sable

Une forêt d'immeubles cachée derrière des poireaux.

C'EST une histoire de marchands de sable en trois époques. Légumeurs, bétonneurs, experts en berceuses. Annexée à l'ogre nantais en 1908, la commune de Doulon est l'ancien cœur maraîcher et cheminot. Un quartier à l'est, jusqu'ici populaire et discret. Mais sa prolifération jure un peu pour Nantes métropole draguant les CSP+. La Zac des Gohards doit y remédier.

### Du béton coulé à flow

Métropoli pour être honnête ? Les technocrates cuisinent un gâteau nantais à la sauce doulonnaise, mix entre financier et profiterole, cuisson réglée sur 2020/2030. Le projet Doulon-Gohards doit bâtir 2700 logements et des infrastructures publiques, noyant sous le béton une bonne cinquantaine d'hectares agricoles de la dernière grande zone cultivable intrapériph'. Aménageurs et promoteurs font main basse sur ce patrimoine maraîcher, préempté de longue date par la Ville de Nantes, à intégrer au délire attractivo-métropolitain-compétitif. Une aubaine pour le BTP et ses marchands de sable. Tant pis si la surexploitation du béton, deuxième ressource la plus consommée au monde après l'eau, fait des dégâts environnementaux et sociaux désastreux. Si l'argent coule à flot, le béton suit le flow.

### Projet agricole béton

Pour ne pas ternir la réputation de smart-green city, il faut planquer le béton derrière de la verdure. Réaménager des dizaines d'hectares d'espaces naturels non constructibles (bords de ruisseau notamment) remet de l'ordre dans une nature sauvage contrariant la sainte valeur ajoutée. Les beaux chemins vélo prévus pour ouvrir le quartier sur la Loire ne sont pas pour les habitants des nombreuses caravanes qui s'y sont glissés de longue date. Pour contrer les rabat-joie, on préserve 6,8 ha de terres très sablonnées pour les «alléger», héritage des marchands de sable de l'époque. On y fera quatre microfermes urbaines aux missions éducatives : «expérimentale orientée vers la recherche et la formation»; «vitrine du terroir nantais»; «projet d'insertion horticole et agricole»; «pépinière de talents». Les besoins en alimentation de proximité? Escamotés. L'objectif affiché, c'est l'effet vitrine, une pincée d'innovation, un zeste d'insertion, le reste pour pacifier le paysage. Une première concertation en 2013. Pas si facile de faire dégrincer les voisins, si peu séduits par le béton et la promotion immobilière. Les appels d'offres alléchants ont rameuté des alliés de terrain nour-

ris de miettes vertes : l'asso d'écologie urbaine Ecos s'implante pour un déminage officiellement dénommé «concertation-diagnostic» et la Ciap (Coopération d'installation en agriculture paysanne, créé fin 2014 par la Conf' paysanne 44) aide aux installations agricoles, avec une vision bien fade et éloignée de la réalité agricole actuelle, pour des projets arrosés de 850 000 euros de subventions.

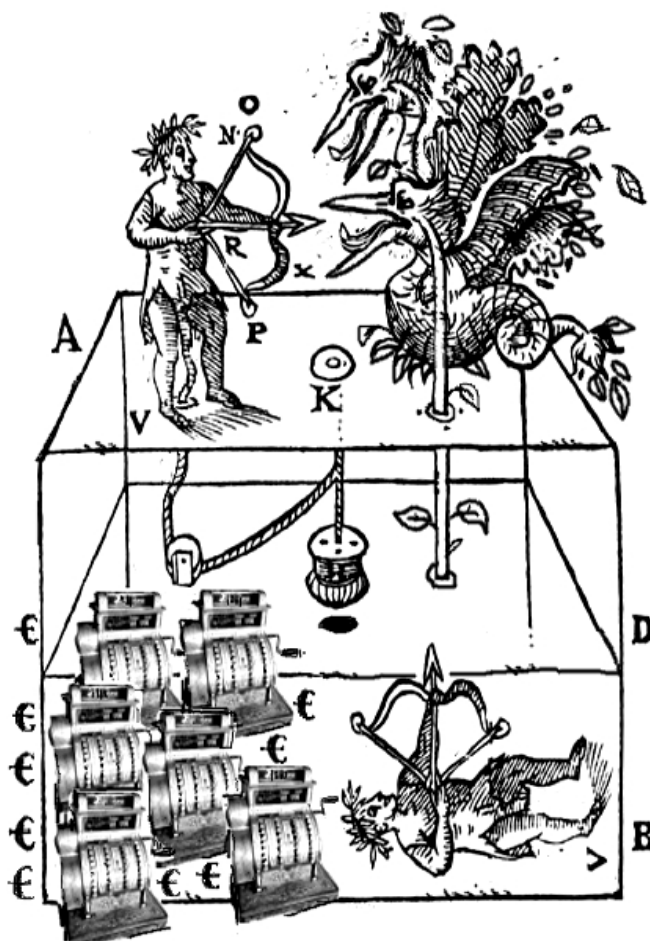
### Une concertation déconcertante

Pour faire avaler aux badauds peu citadinisés la nécessité vitale du projet, la concertation s'est dite «innovante», même si elle est légalement obligatoire. Dans la compète intervilles, l'art de calmer les taureaux est toujours un moment clé... Grandement pensée en amont par des experts, la coconstruction citoyenno-démocrato-participative se l'est jouée grand show, menée par Scopio, agence de com' «missionnée pour piloter et animer la concertation préalable», pour qui c'est un marché, une technique, et même une «véritable ingénierie» au service de ses «clients», collectivisés et promoteurs privés qui paient et profitent de sa prestation.

### Mission passe-pilule

Missionnés en acceptabilité sociale, ces communicants habillent ça de mots : «définir des attentes citoyennes», «maîtrise d'usage», «approche design thinking» (comprendre «posture d'ouverture entre l'agence et son client»). Gildas Maquaire, le marchand de sable chargé d'endormir la populace est créateur de Scopio, et ancien de Pick Up Production (qui gère notamment le plan graff de Nantes). Compagnon de route de la mairie PS, il a fait son job : offrir le droit de rêver à celles et ceux qui veulent bien collaborer à une concertation orchestrée en jeux d'enfants, supposée «sympa à vivre». Comme l'a dit Gildas himself, pas question «de se prendre trop la tête après une journée de boulot déjà fatigante». Manquerait plus qu'on cherche à gamberger quand on nous endort. Les experts patentés se sont déjà pris la tête pour nous, concoctant quatre ateliers, c'est bien suffisant pour donner la démocratie d'une «concertation réussie, gage de l'appropriation du projet par les habitants-usagers». La phase actuelle fait mumuse avec le passé local en mobilisant écoles, archivistes municipaux, archéologues, cornaques par les inévitables concertateurs agréés. Comme à la télé pour *Bonne nuit les petits*, les marchands de sable passent, sur leur nuages en faux coton suspendus par des ficelles qu'on suppose transparentes. ■

Jacques Ségérala



## Salut vieille branche Refaisabilise-moi ça

Faisabilisable, l'Arbre aux pigeons ? Les pré-études s'accumulent.

UN Arbre aux pigeons, ça s'étudie en long en large et en travers. Quatorze ans que ça dure. Présenté au directeur des espaces verts nantais en 2002, le projet est en «phase d'études» de 2004 à 2007\*. C'était «dans le cadre des échanges entre services dans la gestion des Machines de l'île, il n'y a pas eu d'études spécifiques», dit aujourd'hui Nantes métrô à Lulu sans indiquer le coût public. Nouvelles études en 2015 : «Pierre Oréface, directeur des Machines de l'île, a confirmé travailler actuellement, avec une dizaine de collaborateurs, à une étude de faisabilité et d'attractivité concernant l'ambitieux projet d'Arbre aux hérons» (20 Minutes, 28/04/2015). Faisabilité ? Non non, c'était juste «pour identifier les impacts en terme d'attractivité du territoire pour un tel projet» selon Nantes métrô. Pas de coût annoncé non plus. Le 10 février 2017, le conseil métropolitain vote deux millions de subvention (sur 4 M€, le reste devant venir de fonds privés), finançant un «marché de prestations avec les auteurs, Oréface et Delarozzière pour la réalisation de pré-études» sur deux ans. Objectifs : «finaliser la conception de l'Arbre aux hérons; travailler à son intégra-

tion dans l'environnement; vérifier la faisabilité technique de l'œuvre dans le cadre des contraintes du site». Le 13 octobre, 700 000 euros votés pour le «coût de conception et de réalisation des prototypes». Le 8 décembre 2017, nouveau vote octroyant 2,43 millions à Delarozzière et Oréface, soit deux ans de pré-études pour «vérifier la faisabilité technique de l'œuvre dans le cadre des contraintes du site et d'en stabiliser le coût de réalisation» et ses conditions d'entretien. Et en plus, 140 000 € de droits d'auteurs pour les deux mêmes. Sans compter 636 000 € d'autres études (contrôle technique, ancrage au sol, sécurité, accès handicapé), mais qui sont ouverts en marché d'appel d'offres. Le tout intégré au budget de 35 M€, selon Nantes métrô. Sauf les dépenses d'avant 2017, au montant inconnu. Ce futur «centre de profit» selon la terminologie métropolitaine, a surtout l'air d'un épice de dépenses versées à deux éminents faisabilistes. ■

Jean-Marie Pelleteur

\* Carnet technique n°1. La végétalisation de l'arbre aux Hérons, publié par la SEM culture & patrimoine en juin 2007, à livraison de la branche prototype.

## À dégager !

JUSQU'ICI, ce petit village de caravanes et de camions de voyageurs vivait discrètement entre immeuble Cap44 et Loire, dans une friche portuaire. Mais ces précaires-là gênaient l'opération de com' du printemps, avant reprise en main du secteur pour l'Arbre aux pigeons. Le harcèlement a fait vite : poubelles plus ramassées, eau coupée, Légos géants en béton restreignant leur espace, les faisant passer pour des terroristes, sédentarisés bien trop près de la carrière Misery. Finalement ultimatum pour dégager sous 48h. Normal : les pauvres n'ont pas vocation à faire carrière. ■

## Le manège paye toujours deux fois

POUR la chambre des comptes, le carrousel du poisson pirate et de ses copains, des prestations ont été payées deux fois par le Voyage à Nantes. Montant cumulé : 62 871,27 € TTC. Les magistrats des comptes manient la double

négation, pointant que le VaN «ne démontre pas l'absence de redondance entre les prestations payées en dehors du marché» et celles réglées au sein du marché public. Après la redondance il faut donc redonner l'argent gabegisé. ■

## Working classe hérons

## Jackpot entre potes

Pour les papas du big manège, c'est une affaire qui tourne.

LES magistrats des comptes Lont tiqué devant le Carrousel des monstres marins. *Ouest-France* (13/12/17), se limite à voir de «Bons et mauvais points pour le Carrousel» et «Critiques sur la gestion» du Voyage à Nantes par la chambre régionale des comptes. À lire plus précisément, ce rapport du 7 septembre 2017 cherche des poux dans la tête des deux papas du manège. En janvier 2011, François Delarozzière et Pierre Oréface bénéficient d'un contrat de «validation des différentes étapes du projet de la direction artistique, de l'intégrité et de l'esprit de l'œuvre». Mais les concepteurs du poisson pirate et autres bestioles mécaniques ont poussé l'esprit des œuvres un peu loin, puisqu'ils sont aussi liés au Voyage à Nantes par un «contrat de cession de droits sur la reproduction et la représentation de leurs dessins» et reversé à Delarozzière, l'auteur de gribouillages.

### Monstres marins bicéphales

Poussant le sens du tatillonisme au-delà de la courtoisie à la nantaise, la chambre des comptes «rappelle que M. Delarozzière a concédé ses droits à Nantes métropole depuis décembre 2004 afin de "reproduire les dessins ou de les faire reproduire par tout tiers, sur tous supports"». Ce contrat de cessions de droits pour l'Éléphant, le Carrousel, les Machines et les dessins du projet artistique ratisse large : droits de reproduction, «modèles réduits, dessins et/ou créations graphiques, films, photos vidéos, logos», droits de représentation (expos, projets et «tout procédé de communication connu ou inconnu au jour de la signature»), droit d'exploitation y compris droits dérivés, affiches, cartes postales, mugs, papier à lettre ou autres gadgets. Les deux compères reçoivent 0,5% du chiffre d'affaires HT des produits dérivés. Et pour la revente de produits dérivés reproduisant tout ou partie des dessins, Delarozzière reçoit 10%, Oréface 3%. Les magistrats des comptes épinglent donc Delarozzière, qui palpe deux fois pour la même chose, cumulant les rémunérations versées directement par la SPL Voyage à Nantes, et celles réglées aussi par le VaN à l'asso La Machine, qui se dépêche de les rétrocéder à son éminent directeur. Oréface et Delarozzière «les deux cocontractants des marchés de direction artistique et de cession de droits sont liés à la SPL, l'un par un contrat de travail en tant que directeur du site des Machines de l'île, l'autre par le biais du marché du lot 7 de construction du Carrousel, en tant que directeur de l'association La Machine en charge du suivi de ce marché.»

Pour l'Arbre aux pigeons, le duo n'a pas besoin de s'accrocher aux branches. Il est déjà épinglé. Un effet papillon, sans doute. ■

Pierre-François Delaroffice





# Coeff' biodiversif: on est couvert

Si ce n'est toit, c'est la terrasse qui biodiverse.

**C'**EST très green attitude! Trois machines qui poussent sur une dalle béton suffisent pour entrer dans ce monde merveilleux que les technocrates qualifieront de «nature». Concrètement, un toit-terrasse suffit pour rentrer dans les clous des règles d'urbanisme reverdi qui entendent créer des «continuités écologiques» entre les confettis d'espaces assimilés «nature».

On lit page 36 du projet Plum, le nouveau «plan local d'urbanisme métropolitain», que dans les zones dotées d'un CBS, «coefficient de biotope par surface», les bâtisseurs devront respecter une «proportion de surfaces favorables à la biodiversité, au cycle de l'eau et à la régulation du microclimat, dites "surfaces éco-aménagées"».

Ce coefficient de biodiversité, aussi dénommé «coeff' de nature en ville», vise en fait à favoriser les toitures-terrasses, parfaitement imperméables mais vaguement verdouillettes, dont la surface sera prise en compte pour le calcul de la biodiversité. C'est la retombée dans les règlements locaux de la loi «pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages», promulguée le 9 août 2016.

Mais les spécialistes ont déjà quelques

doutes: on ne pourrait vraiment parler de «continuité écologique» qu'avec au moins 15 cm de vraie terre végétale capable de créer des toits-prairies et sa chorégraphie d'insectes butineurs et d'oiseaux trimbaleurs de graines.

À Nantes, seront agréées les «surfaces végétalisées extensives (mousses, graminées) sur dalle/toiture» couvertes d'un «substrat minéral» de 15 cm minimum (10 cm pour les faibles pentes). Ce substrat artificiel, les industriels de l'étanchéité l'ont déjà mis au point, mélange de cailloux, gravier et fausses pierres légères en matériaux expansés, le tout saupoudré de 10 à 30% de matière organique, miettes de tourbe, compost d'écorce, pour que poussent quand même un peu d'herbacées et de plantes vivaces. Les écologues soucieux de vraie biodiversité critiquent l'usage de la tourbe, non renouvelable, et la pauvreté de ces sols peu propices à autre chose qu'à des plantes grasses. Mais vu d'avion, ce sera verdoyant, même si on n'aura biodiversifié que sur le papier des permis de construire. Il fallait simplifier les règles d'urbanisme. C'est fait. Feu vert à n'importe quoi. ■

Nicolas Ciboulot

## Parle-menu

# La cantine à tintouin

La cantine du Voyage à Nantes, version bobo des vacances de Monsieur Populo.

### ● Des salades qu'on raconte

La retape pour la cantine du V&N, resto cheap mais si cool en bord de Loire, en a fait un concentré de lieux communs: lieu «de convivialité», «de villégiature des Nantais», «de convergence de toutes les envies» (comprendre l'irrésistible appétit pour le babyfoot et la pétanque), «de découverte qui redonne les clefs d'une consommation responsable sans négliger la notion de plaisir». Pour la bouffe responsable, on repassera. Contrairement au baratin officiel, le potager si magique d'à côté ne peut fournir toute la menuiserie de la menuiserie unique. La Cantine a servi près de 100 000 repas en 2017 (*Ouest-France*, 16/03/18). L'an dernier, le maraîcher annonçait avoir récolté 4 000 salades et 30 000 tomates cerise (*Ouest-France*, 14/06/17). Même en divisant chaque «salade de bienvenue» en dix portions, ce qui est optimiste, on est très loin du compte. Et ça ferait moins d'un tiers de microtomate par bol. Donc toutes les saladounettes servies ne peuvent pas jaillir que du potager voisin. C'est pourtant la marque de fabrique ressassée de l'attraction. C'est la fable de Pinobbio.

### ● Fournisseur officiel de potageries

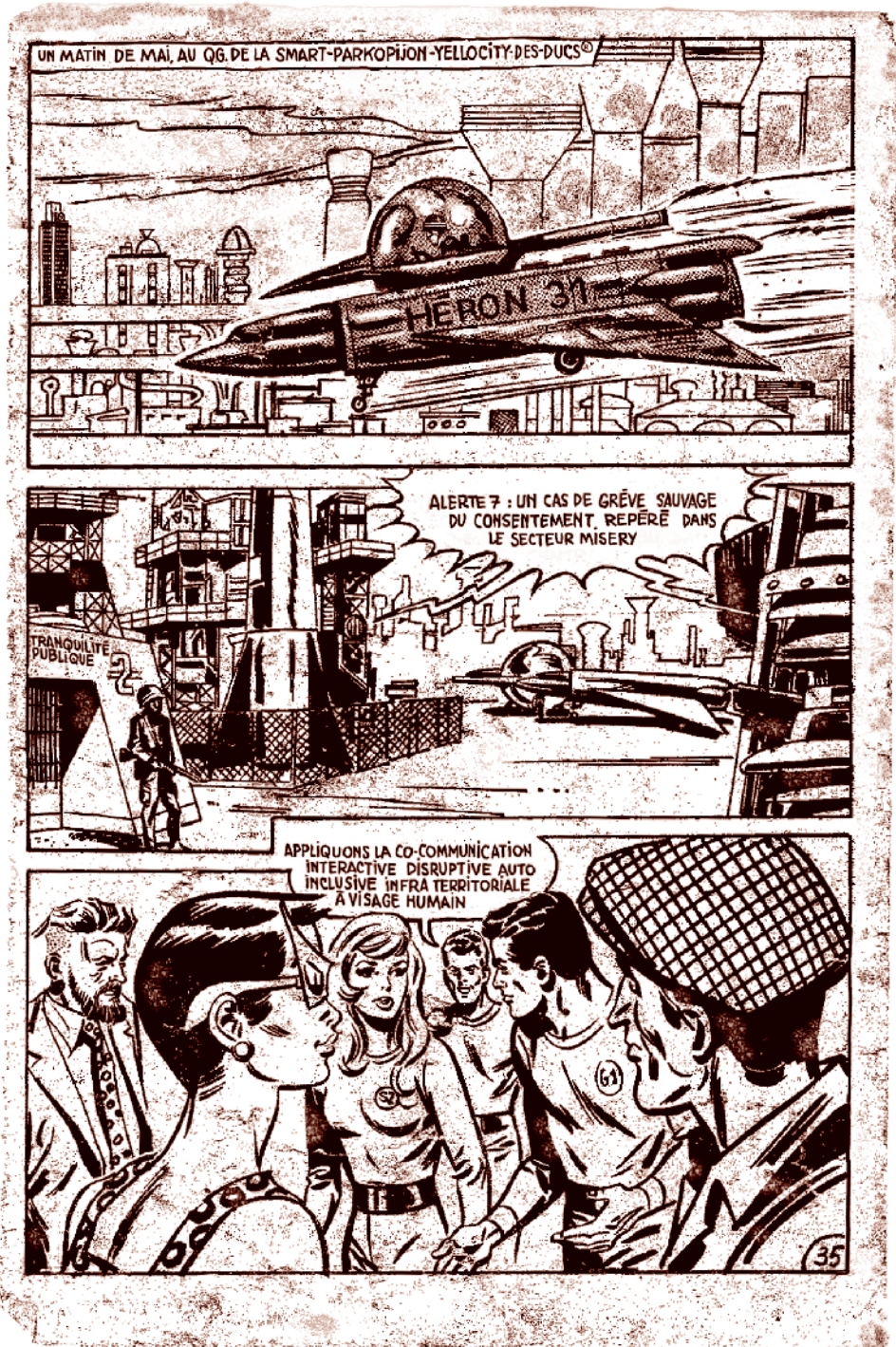
Opérateur du potager bluffeur qui se prétend direct du producteur au consommateur, le maraîcher Oliver Durand est largement mis en avant, héros adulé des médias: «sorcier des Sorinières» (*Télérama*, juillet 2013), «trublion des légumes» (*Ouest France*, 14/06/17), «globe-trotter des légumes» (*L'Express*, 09/03/16). Au bout du Hangar à Bananes, il dispose de 600 m<sup>2</sup> de cultures, et pédagogue sur réservation: la visite guidée est tarifée 12€ par tête, six pour les moins de douze piges. Ingénieur agronome, fils d'un chef étoilé,

installé aux Sorinières, Olivier Durand est très tendance: il a conçu le potager de l'Abbaye de Fontevraud pour la Région, le potager sur mesure pour le resto gastronomique de Jean-Yves Guého, butte Sainte-Anne. Consultant, il fait équipe avec des urbanistes parisiens à qui Nantes métro a commandé pour Doulon une étude «sur le patrimoine construit, végétal et agronomique des cinq fermes pour évaluer leurs possibilités de remise en production» dont il doit être un des bénéficiaires (lire p. 2). Toujours cette marotte du circuit court.



### ● Le prix unique au soir précoce

L'attraction a des soutiens. Le potager de la cantine du Voyage à Nantes a vu passer Johanna Rolland, Ayrault, une obscure secrétaire d'État à la transition écologique, de vieilles stars du foot. Facebook mémorise les photos souvenirs et se gargarise de ces visites VIP. Le menu de la Cantine se la joue pourtant modeste, servant tous les jours pour 10€ la même petite salade, le même poulet-patates, un soda ou un quart de rouge. Le poulet est fermier mais pas bio, les patates on ne sait pas. Origine inconnue. Dosette individuelle ou flacon rouge plastoc, le ketchup vient de chez Carrefour. Faut bien tenir le prix. La gestion est concédée à Philippe Clément, l'ex-patron du LC club, la grosse boîte de nuit attenante, passé de la trépidation tarifée à la tambouille approximativement écolo. Les gobelets en plastique, ça fait peuple, mais pas très durable. La formule végétarienne? Une blague: on vous ressert en plat la même salade de l'entrée. On peut tenter la bière ou le rosé orné d'une étiquette maison (prononcer «identité visuelle») mais sans savoir ce qu'on boit, l'étiquette masquant toute origine. Un rosé assez dégueu, selon ceux qui ont testé. Le menu reste le même mais grimpe subito à 13€ à partir de 15 h, la précocité du tarif «dîner» faisant tousser quelques clients de passage. C'est les aléas du tourisme, l'attraction joue avec des effluves de répulsion. ■





# Yellopark, mausolée des reniements sociaux

Gauche droite plébiscitent un méga-projet urbain livré à l'appétit de fonds privés. Y'aurait pas anguille sous béton ?

EN dépit des efforts de ses promoteurs pour cantonner les débats autour du foot, le projet Yellopark enfouit l'intérêt public sous le béton et l'évasion fiscale. Le coût de la future enceinte de foot est annoncé à 200 millions de patates, à la rentabilité incertaine pour ses financeurs. Le projet global, évalué à au moins un milliard, constitue un en-cas autrement plus juteux : logements, bureaux, clinique, hôtel, etc. Lulu l'a déjà noté, pas un hasard si, pour la première fois de son histoire, Nantes confie à des spéculateurs l'édification d'un quartier entier. À la différence des autres grandes agglomérations, la métropole recourt habituellement à la procédure de Zac, Zone d'aménagement concerté, qui garde la maîtrise des opérations d'envergure et assure un contrôle complet sur les programmes immobiliers, et leur prix de vente. Annoncée d'ailleurs pour le futur aménagement du bas Chantenay cette procédure n'est pas retenue à La Beaujoire. C'est d'autant plus incohérent que la collectivité est propriétaire du stade et des terrains alentour. Interrogée par *Ouest-France* apparemment inspiré par Lulu, Nantes métropole se justifie en prétendant qu'une Zac pour un stade privé «pouvait donner lieu à des recours» (OF, 21/02). Loufoque : le dossier sans Zac ne prémunit évidemment pas contre des recours. Opération publique, une Zac peut voir sa réalisation confiée à un privé. Seul impératif posé : la vente des terrains et les opérations de construction qui l'accompagnent doivent permettre de financer l'aménagement de la zone et non viser le maximum de profits, nuance de taille. Hormis donc les intérêts sonnants et trébuchants des bonimenteurs Joubert et Kita, tout milite pour une Zac.

## Densification à l'envers

En temps normal, la géographie du lieu commande l'urbanisme. Avec Yellopark, le principe est chamboulé, comme d'ailleurs les agents de Nantes métropole, au bord de l'apoplexie. Implanter à La Beaujoire, à l'extérieur du périphère, une deuxième tour Bretagne, culminant à 120 m, fallait y penser. Et autour, d'autres plots d'immeubles de 50 à 60 m de haut, soit ce qui se fait de plus élevé actuellement dans le centre de Nantes. 2000 logements concentrés sur une dizaine d'hectares, une fois déduits des 23 ha d'emprise foncière globale les surfaces consacrées au stade lui-même, à une école, un hôtel, une maison de retraite, 50000 m<sup>2</sup> de bureaux, un «complexe sport santé bien-être», la voirie, un parking. «On a besoin de créer de la verticalité pour trouver de la densité et préserver des espaces paysagers de qualité», argumente sans rire le promoteur Yoann Joubert associé au polono-suisso-franco-luxembourgeois Waldemar Kita (20 minutes, 23/02). Le message séduira les riverains. Comparons : l'ancienne caserne

## NANTES SE LANCE DANS L'URBANISME DE PARTENARIAT PRIVÉ-PRIVÉ-PRIVÉ



Mellinet, transformée en Zac, doit accueillir 1700 logements sur 13,5 ha à proximité du centre-ville. Devant l'évidence, les architectes du Yellomachin ont du reconnaître une densité de 189 logements/ha à la Beaujoire, contre 155 à Mellinet (OF du 13 mars). En fait, avec plus de 200000 m<sup>2</sup> de plancher programmés au total, le trop-plein doit avoisiner les 200 logements/ha. Plus on s'éloigne du centre, plus on bétonne en large et en hauteur.

## Grosses affaires entre amis

Alors que les élus célèbrent la compétition intervilles et le marketing territorial, le dossier Yellopark est seul en lice. Bizarre. «Pourrait-on imaginer une offre alternative?», interroge le 20 mars dernier un pro de l'immobilier, pas du tout candide, lors de l'atelier consacré au coût et au financement du stade. Silence de cathédrale. L'affaire sent le petit arrangement d'autant que la «vente de gré à gré» du stade actuel et des terrains, biens communs, repose sur l'estimation au doigt mouillé de l'administration des Domaines. Là encore, les Dupondt promoteurs font dans le prêt-à-parler via leur site oueb en se demandant ingénument à eux-mêmes : «Sur le plan politique et moral, était-il envisageable de mettre le FC Nantes en concurrence pour la réalisation de son propre équipement? Évidemment non!» On a bien lu, il est question de moralité. Nantes métropole a pourtant régulièrement recours aux appels à projets. Quitte à privilégier «une initiative 100% privée», comme le clament le duo Kita/Joubert et ses alliés pour mieux faire passer la pilule. Et puisque le FCN sera quoi qu'il arrive locataire des lieux, pourquoi ne pas faire jouer l'émulation entre différents protagonistes? Voilà que la réformatrice Johanna Rolland renie l'économie de marché et la concurrence libre et non faussée.

## Le ciné du sine qua non

Pour tenter de couper court aux critiques, la bourgmestre se targue d'avoir imposé ses conditions, supposées drastiques. À faire frémir d'envie tout businessman potentiel.

1. Pas d'argent public versé directement (sauf pour l'école) : ça sauve les apparences. En contrepartie non dite, la gestion durable de mal-être d'une population enfermée dans un tsunami de béton périurbain. Une forme originale de partenariat public-privé.
2. Un musée à créer où exposer les breloques du club et le défunt jeu à la nantaise.
3. Pas de galerie commerciale : ça tombe bien, l'agglomération est déjà en tête de gondole des classements nationaux pour la densité des magasins, surtout en périphérie.
4. La garantie de conserver le même nombre de places populaires et leurs tarifs dans une enceinte portée à 40000 places (+10%). Mais Kita a déjà annoncé une hausse du billet de 10%.
5. De la verdure, comme l'imposent déjà les règles d'urbanisme, et 25% de logements sociaux, comme le stipule le plan local de l'habitat. Et également 15% de «logements abordables» en accession à la propriété. Dans la Zac Mellin-

net, ce taux s'élève à 35%...

6. Un débat sur un projet dont il ne s'agit pas de discuter de la pertinence, comme l'a déclaré d'emblée Johanna Rolland, droite dans ses escarpins.

## Petits joueurs

Rénover La Beaujoire? vous n'y pensez pas! Aujourd'hui, les Canaris et leurs visiteurs y risquent à tout instant l'électrocution, voire pire, la douche froide, selon la présentation quasi apocalyptique faite le 20 mars par Franck Kita, fils de son père. À l'entendre, l'UEFA est carrément irresponsable en agréant un stade aussi dangereux et obsolète. Convoqué ce soir-là, étalant moult graphiques et chiffres, un consultant de Lagardère sports évoque «différents facteurs» expliquant la désaffection du public et la baisse continue des recettes de billetterie du FCN. Un pluriel de facteurs résumé à un seul : «un stade vieillissant». Les résultats en dents de scie, voire médiocres de l'équipe, son jeu ennuyeux à mourir? Pas du tout! À se demander comment font tous les autres gueux en crampons d'Europe, de Naples à

Barcelone, qui évoluent dans des enceintes préhistoriques? En Angleterre, une des inspirations du duo Kita/Joubert, les équipes de Newcastle et Aston Villa tapent la balle dans des vestuaires datant respectivement de 1880 et 1897, plusieurs fois remaniées. Un lifting de La Beaujoire, inaugurée en 1984, ne coûterait que quelques dizaines de millions, selon son architecte Berdje Agopyan. Il assure que sa conception permet sans problème d'y multiplier les loges VIP, les fameuses «hospitalities» vantées par Franck Kita et louées à prix d'or aux entreprises pour leur prestige. Pas de problème non plus, ajoute Agopyan, pour installer un toit rétractable, dernière trouvaille sortie du chapeau des Dupondt. Côté financement, rien n'empêche la métropole de lancer un appel à projets : quitte à brader le patrimoine nantais, autant céder le stade à un candidat prêt à réaliser ces travaux. Ce qui laisserait du temps à la collectivité pour réfléchir avec la population au volet urbain, à l'avenir d'un quartier jusque-là aménagé à la petite semaine, au fil des opérations de construction.

## Fiscalité lointaine

Les paradis fiscaux, «ce n'est vraiment pas mon truc, faites-moi confiance», claironnait Pascal Bolo au conseil municipal de Nantes le 29 janvier 2010. Depuis, le premier adjoint aux finances a lâché le clairon. Il a fait du Yellopark sa grande cause : supporter zélé du club dans les tribunes comme dans les affaires au point d'en jouer le facilitateur, il est de toutes les réunions sur le sujet et ne tarit pas d'éloges sur Waldemar Kita, personnage un peu évasif fiscalement, comme on le sait depuis le scandale des Panama papers. Pas un mot en revanche sur la holding de l'entrepreneur d'où sortira l'argent pour le projet : Flava groupe est basée à Bruxelles et le plat pays figure pourtant en bonne place dans le classement international des paradis fiscaux. La structure a permis des tours de passe-passe financiers pour cacher à la DNCG, le gendarme du foot français, des déficits du club et permettre à son propriétaire d'échapper à de nombreux impôts et taxes\*. Mais tous les tacticiens du foot le disent : l'impôt, c'est pas ça qui permet de s'imposer sur le terrain. ■

Loïc Amasse

\* «Waldemar Kita, sa holding belge et l'argent du FC Nantes», *Médiacités*, 22 mars 2018.

## L'acté et le concerté

DIPLOMÉE de Sciences po, titulaire d'un master en «développement local de la ville», Johanna Rolland connaît toutes les finasseries de l'acceptabilité, talent rodé auprès de la municipalité du Creusot, son premier employeur. Passée pro de la politique, elle coconcerte à qui mieux-mieux. La mise en scène prétend donner la parole au populo, lâchant quelques concessions symboliques pour leur laisser l'illusion d'avoir influé sur un projet déjà bien arrêté, ficelé, décidé en amont. Les «Ateliers» à tout va garantissent et gargarisent sa version de la «démocratie participative». Le réel reprend vite le dessus : «J'ai décidé... Je donne le top départ. On ne met pas au débat le fait qu'il y aura un nouveau stade, c'est acté», assène-t-elle le 19 septembre lors de la présentation de Yellopark. Les écoloclistes regardent ce grand écart

entre décisions et procédures avec un esprit critique aussi épais qu'un tapis de sol pour séances de pilates : rester souple est le gage pour se maintenir en majorité plurielle. Si Johanna Rolland rappelle à tout vent ses valeurs socialistes, elle oublie pourtant le référendum communal promu par le PS dès les années 1990. Mais pour le stade, équipement métropolitain, pas question de référeder. ■

## Bernardéradication

### Vous discuterez après

Opération virer les pauvres, énième épisode au quartier de La Bernardière à Saint-Herblain\*. La municipalité a «acté» la destruction des 49 pavillons de cette cité ouvrière (*Presse-O*, 27/02). Le même jour où s'ouvre la phase d'un mois de «concertation» pour la création de la ZAC, Zone d'aménagement concerté du grand Bellevue. La désignation de l'aménageur est annoncée pour le printemps. La concertation après la décision. Avec le grand Bellevue, elle est pas belle, la vue dédagée des moins que rien? ■

\* «Dehors les tire-au-cul-de-sac», *Lulu* n° 94-95, décembre 2016.



# Les tontons morivaldingueurs

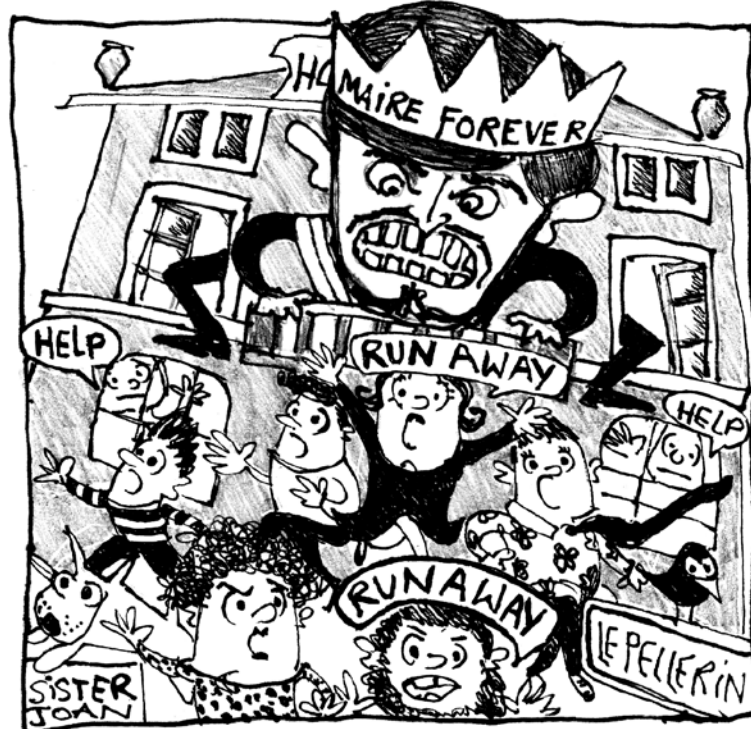
Je pars pas, ou je pars pas? Le maire du Pellerin a un sens spécial de la morivalse-hésitation.

**B**ENJAMIN Morival, candidat divers droite à sa succession à la mairie du Pellerin est mal barré pour être reconduit. Ou alors à la frontière du canton. «Autoritaire, cassant, insultant»: sa majorité l'habille pour le printemps et exige sa démission. Depuis qu'il a humilié publiquement son adjoint aux sports, Morival a perdu sa légitimité. La fin du mandat vire à la farce. Lui promet le chaos. Seul aux commandes, poussé vers la sortie, il s'incrute.

Ce Clochemerle en pays de Retz feuilletonne coups bas, complot, insultes, menaces, pacte et trahison... Trois mois de conseils municipaux ont redonné un peu de peps au ronron communal. Chaque jour étale de nouvelles frasques de Morival. Conseil municipal à l'arrêt. Démission de leurs charges de tous les adjoints. Demande de 22 élus (sur 26) pour que le maire dégage. Manif d'habitants sous les fenêtres de la mairie. Le gros des associations réclame sa tête, même les fouteux, depuis que le bourgmestre a coupé les trois-quarts de leurs subventions! Droit dans ses sabots, sourd comme un pot de fer, Morival refuse sa propre démission.

## Traîtres, lâches, menteurs!

«Ce qu'ils n'ont pas compris, c'est que nous avons été élus pour exécuter un programme dans l'intérêt général, pas pour être une bande de copains», répond-t-il dans une missive adressée au «cartel d'adjoints ambitieux» qui mène le front. «Des traîtres, lâches et menteurs!», balance-t-il. Des manipulateurs qui participent à des réunions en catimini avec l'opposition et qui sortent des documents de manière déloyale, m'affirmant le lundi précédent que tout va bien.» Visé, l'ex-premier adjoint et tête de file des frondeurs, Patrick Gavouyère se mord les doigts. Car, à moins d'être masos, lui et ses amis politiques avaient bien consenti à composer avec le caractère cassant de Morival pour le porter au pouvoir il y a quatre ans — contre tous les pronostics, la commune votant traditionnellement à gauche. Aujourd'hui, on dit Gavouyère prêt à succéder à Morival s'il s'en allait. «Ici, c'est la fin de l'histoire», gronde-t-il,



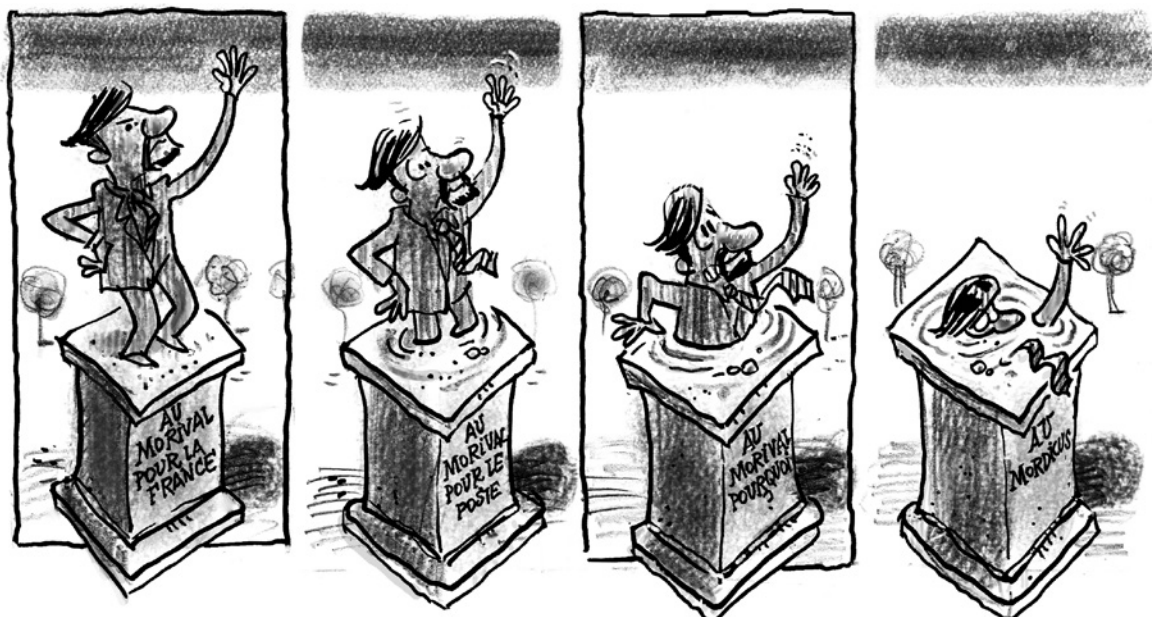
bravache, le 12 février, au terme d'un conseil municipal ubuesque qui a rejeté en vote secret le budget prévisionnel 2018. «Nous n'acceptons plus ce type de gouvernance; nous voulons faire cesser une pratique de pouvoir autoritaire, solitaire et parfois vexatoire qui heurte les habitants, épuise les agents et entrave l'action des élus». Sur ce point, tout le monde est d'accord. Même Paul Brounais, 25 ans, une petite tronche en culotte courte, exalté par des valeurs de droite. Cadet de la majorité municipale, il a longtemps été un brave morivalet de pied. Gratifié du poste d'adjoint aux sports et à la communication, avant d'en démissionner, il se rêve un destin politique. Président «Pellerinais en action», une asso politique locale tout à sa gloire, il se tient loin des querelles, prend le pouls des villages du Pellerin et assure: «Je ne participerai pas à la chasse à l'homme» (Ouest France, 19/02). Sa prochaine ouverture de la chasse, c'est en 2020...

## Jusqu'au chaos

Dans une ambiance parano, les frondeurs peinent à se mobiliser. Morival maintient son calendrier et carbure à l'ordinaire comme si de rien n'était, fêtes des aînés, cérémonie commémo, galette des rois, sans se soucier de la menace de mise sous tutelle de la commune par la chambre régionale des comptes à la mi-avril.

L'opposition? Totalement apathique. Emmanuel Chauvet et autres figures à gauche ne s'en mêlent pas. «Personne n'a intérêt à convoquer de nouvelles élections. La majorité municipale a été élue sur les divisions de la gauche et elle n'a aucune garantie de l'emporter à nouveau. En face, c'est le flou: aucun nom, aucune personnalité dans l'opposition qui soit capable de rassembler. Le plus inquiétant, c'est qu'ils ne capitalisent même pas sur le champ de ruines. Morival n'est pas dupe: il l'a très bien compris et il en joue. Au fond, c'est lui qui a les cartes en main. Ce qui se passe aujourd'hui a pris tout le monde de court. Vu la personnalité du maire, il fallait pourtant s'y attendre», enrage un fin connaisseur de la politique locale. Deux médiateurs, le sénateur centriste Joël Guerriau et Grégory Fougé, conseiller municipal à Saint-Brévin, ont été conviés en urgence à dénouer le sac de nœuds. D'abord récusés par le maire qui — sans autres revenus que ses indemnités d'élu —, s'accroche, il a reçu les messieurs bons offices tout en grognant: «La fin du mandat s'annonce chaotique, si on va jusqu'au bout». À moins que le chaos finisse en KO. ■

Anis Mauresque



# Passé ton bac d'abord

Échantillon de fredaines du maire du Pellerin

## ● Oui chef

À la va comme je te casse: deux DGS (directeurs généraux des services), un DRH, un policier municipal et le responsable de la médiathèque sont déjà partis depuis son élection. Un agent municipal repéré dans une mobilisation citoyenne contre un projet urbain? Saqué, mis à pied. En octobre 2017, une trentaine de municipaux (40% des effectifs) débraye contre la désorganisation des services et un projet d'allongement du temps de travail sans contreparties. «Les agents, les colistiers sont en pleurs», alerte la 4<sup>e</sup> adjointe au micro de Télénantes. Et alors? «J'ai un management qu'on pourrait appeler de directif», ironise le maire.

## ● Un café, l'addition

Un collectif d'habitants reluquait l'ancien café la Terrasse des Halles, vide depuis trois ans, pour monter un troquet associatif en plein bourg. Projet soutenu par 525 habitants du cru. Morival fait racheter le bâtiment fissa en conseil municipal en mai 2017, et le transforme en habitation. Écœuré, le collectif avait pourtant un accord verbal du proprio, un paysan du coin, qui n'a pas osé aller au clash. «Les riverains ont le droit à la tranquillité» plaide Morival. Manif, pétitions, tentative de négo... Que dalle, la mairie a raflé la mise pour 110000€. Une bouchée de pain.

## ● Un recafé, la raddition

Dans le bourg déserté, le Book café était un joli coin de culture avec concerts, rencontres à thèmes, petite librairie. Morival a fait vider les lieux en fin de bail, au lendemain de son élection... pour y installer un club de jeunes. Vachard, il poursuit les anciens locataires depuis quatre ans pour le prêt d'un barnum abîmé.

## ● La caravane trépasse...

Circulez, y'a rien à lire. La caravane bleue qui loge la Librairie Nomade de l'asso Pell'mêle a été délogée du petit marché alimentaire en septembre 2017. Morival ne supporte pas que des mauvaises graines de livres soient semées n'importe où, sans autorisation ni rien casquer, et fassent de l'ombre aux poireaux des marchands patentés.

## ● Allergie aux légumes

Mélie, une habitante, avait obtenu un lopin de terre aux nouveaux jardins familiaux de La Génolière. Manquait plus qu'à parapher le contrat avec l'élue en charge du dossier. «J'ai eu le tort de déclarer dans la presse locale que je souhaitais à partir de la parcelle dupliquer des plantes pour alimenter dans le bled mon projet de potager "Les incroyables comestibles"». Patatras. Morival dit niet. «Manque de coordination entre les services pendant la pause estivale», explique-t-on en mairie. «Les infos se sont croisées sans se rencontrer», précise, sans rire, un courrier municipal. «Je crois surtout que je paie le prix de mon antipathie pour un homme qui se comporte comme un petit roitelet.»

## ● Vélo véto

Pas de pédales sous les halles. Auteur de tutoriels sur le site pratiks.com, Morival, en connaît rayon en bricolage. Il a beau manier la clef de 12 comme personne, il met son véto au vélo à réparer dans le bourg. Brico Véto, l'activité portée par une asso du coin, a été repoussée plus loin, à l'entrée de la ville, vers le parking de l'Intermarché, en plein air, sous la pluie, loin du tracé Loire à vélo...

## ● Chambrophobie

Morival, face caméra: «Le Pellerin a-t-il vocation à rester dans Nantes métropole qui n'est qu'une chambre d'enregistrement? Est-ce qu'on ne pourrait pas plutôt rejoindre nos amis de l'intercommunalité de Cœur de Retz. J'y pense: ce serait une opportunité» (Télénantes, 9 juillet 2015). Première lubie de pronounciamento du maire.

## Vivement lundi

# Le programme commun du dimanche

Comme une porte, il faut qu'un jour soit ouvert ou fermé.

**L**ES communistes ont voté contre. «Vous savez notre opposition au travail dominical dans le commerce», a déclaré fièrement le coco Aymeric Seassau au conseil communautaire du 8 décembre 2017. Un refus qui sait jouer de la nuance pour «considérer ce jour, le dimanche, comme un jour d'ouverture et parfois d'ouverture de services publics dans le domaine culturel, dans les loisirs. Il faut ouvrir nos piscines, nos parcs et jardins, nos équipements sportifs, pourquoi pas demain permettre un accès aux services de lecture publique que nous administrons.» Ce sens de l'ouverture bémolé n'a pas rencontré la pleine approbation dans les bibliothèques, tous syndicats confondus, y compris les cégétistes dont Seassau est l'élu d'un parti normalement proche. Grève le 20 mars, et débrayages les jours suivants, énièmes épisodes d'un conflit long. Pour tenter de déminer le terrain, Seassau



explique (Ouest-France, 09/03) qu'il ne s'aligne pas du tout sur Macron dont la ministre de la culture prône tout aussi mordicus des bibliothèques ouvertes le dimanche. Non non non, à Nantes, ce sera différent, après la «phase de dialogue social» émaillée de «nombreuses rencontres et discussions avec les agents et les syndicats» qui n'ont pas l'air ravis-ravis. Le camarade dialogueur n'a pas réussi à imposer la «discipline librement consentie et rigoureusement acceptée» chère au vieux PC. Le matérialisme dialectique des agents municipaux n'est plus ce qu'il était. ■



# Terminus des abribus: y a d'abus

On change tout, on balance. L'existant? On s'en balance.

C'EST un des postulats d'aménagement de l'île de Nantes: «Faire avec l'existant»\*. Presque un mantra. Idem pour le quartier Bottière Chênaie et désormais pour l'aéroport Nantes Atlantique. «Optimiser l'existant»: la même idée d'économie de ressources, d'énergie et de moyens a flotté au dessus du débat Loire. Le projet urbanistique Désiré-Colombe s'annonce «nouvel espace de vie, durable, contemporain et respectueux de l'existant.» Le chantier du campus du Tertre serinait tout autant de «faire avec l'existant, optimiser la surface»\*.

Sauf quand l'existant n'est bon qu'à foutre en l'air. On bazarde ainsi toutes les aubettes de bus, même en bon état, et on recommence. Presque un millier d'abribus de l'agglomération ont été arrachés au bitume par l'opérateur sortant et remplacés par le winner du nouveau marché, JC Decaux. En tout 992 abribus, dont 54 récupérés (qui appartenaient à la ville) sur le réseau TAN. Sans oublier des abribus à énergie solaire à installer, en nombre fluctuant, 23 selon Decaux, 54 d'après Nantes métropole. Si même les organisateurs ne sont pas d'accord... Et selon la police?

## Ça aurait pu

On n'a donc pas gardé les abribus existants, même si Decaux reconnaît que «cela a été envisagé en partie». Mais finalement pas plus qu'envisagé, Nantes métro ne l'ayant pas fait figurer dans l'appel d'offres: «JC Decaux n'avait pas la possibilité de récupérer le matériel ne lui appartenant pas. La proposition a donc été faite avec d'une part certains mobiliers rénovés d'un marché précédent (en stock JC Decaux) et d'autre part des mobiliers neufs». Recycler un peu, mais pas trop.

«N'étant plus titulaires de ce marché, nous ne souhaitons pas nous exprimer sur ce sujet», même pour dire ce que deviennent les abri-



bus récupérés, a répondu Clear Channel qui détenait le marché du mobilier urbain pour Nantes de 2001 à 2017. Un autre marché a été passé de 2006 à 2017 avec Abri Services pour Rezé, Saint-Sébastien, Orvault, La Chapelle-sur-Erdre, Sautron, Saint-Herblain.

## Contre partie remise

Mais c'est pas tout. Nouveau marché, nouveaux panneaux de pub, format 2m², 8m², journaux lumineux à changer sur les communes de la métropole. Abribus et panneaux de pub, «environ 2500 mobiliers sont progressivement installés sur une durée totale de huit mois», commente Nantes métro qui insiste: «Le changement et l'entretien de ces mobiliers urbains ne représentent aucun coût pour les habitants». Il y a quand même une contrepartie à sa gestion des abribus, le marchand de pub fait son beurre, c'est sur les emplacements de pub qu'il vend, reprenant le

vieil adage d'internet et des Gafa, «quand ça ne vous coûte rien, c'est vous le produit». Là aussi, les bus ont intérêt à soigner leurs retards pour augmenter les temps de cerveau disponible à la pub.

On passera sur les couacs et retards du chantier qui laissent les usagers sur le trottoir et les mettent dans le vent. Les abribus new look et connectés mis en place par Decaux à Paris depuis 2015 n'ont pas l'air très abritants. «Ouverts par le fond, qui laisse pénétrer l'air glacial, ces édifices informes et compliqués ne protègent de rien, avec leur panneau latéral riquiqui et leur banquette courbe anti-SDF, qui peut accueillir deux personnes maxi» (Libération, 12/02). Comme quoi la nouveauté ne manque pas d'air. ■

Philip Starquebuse

\* Piqué dans la plaquette développement durable de la Samoa, mais aussi Ouest-France, Usine nouvelle, Le Moniteur, Reporterre...

## Poireau connecté

Le rêve et le bonheur, mais en mieux. En attendant le bus qui n'arrive pas, on pourra regonfler sa batterie, grâce à «130 abris voyageurs équipés de ports USB pour recharger son portable» et en prime la free WiFi aussi ringarde que le «gaz à tous les étages». On peut méditer sur l'improbable compatibilité de deux fonctions, attendre le moins possible son bus et recharger le plus longuement son téléphone. Deux attentes en pleine contradiction temporelle, à moins que la mesure ne cache des retards programmés entre objets connectés, le bus et le portable du gusse qui poireaute. Alerté, le chauffeur du bus se chargera de ralentir pour offrir le bon temps de recharge. Le retard de bus vertueux est né. ■

## Patate bleue

# L'empire des absences

Ni permis ni autorisation... M'sieur dame, on va encaisser les consommations.

L'ABSENCE, ce machin bleu difforme devant la Loire, cumule la filouterie. Déjà, il y a plus de huit ans, Lulu révélait la supercherie\*. Ce bar construit devant l'école d'architecture s'était affranchi des règles de base, se passant allègrement de permis de construire. Auto-citation: «N'importe quel gusse qui installerait un truc pareil sur sa

pelouse verrait débouler les services de l'urbanisme avec sommation de démonter illico l'abri patate.» Mais là, pas de permis, sous prétexte que ça aurait le statut d'œuvre d'art, pas du tout un bar avec porte et fenêtres, branchements électriques, tuyaux d'arrivée d'eau, hublots, grande porte de verre coulissante. Bel exemple de contournement des contraintes

administratives pour les élèves architectes.

Le rapport de la chambre des comptes sur les activités du Voyage à Nantes en rajoute une couche en deux lignes. Si le VaN entretient ce bar en grosse pâte à modeler, l'implantation est aussi illégale car elle n'est cadrée par aucune «convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public requise». Penaude, Nantes Métropole, qui finance le Voyage à Nantes et gère ses autorisations, admet, avec les mots les plus vagues, le besoin de régulariser ce «défaut de formalisation des conditions de maintenance de l'œuvre». Allez y boire un coup sans payer, en revendiquant un défaut de formalisation des conditions d'acquiescement de la consommation. ■

\* «La cafétéria patate bleue», Lulu n° 67, décembre 2009.

## Le dico à la con Scalaquoi?

Le mot du mois élu à la manque.

Il fait bon être entrepreneur à Nantes» (Le Monde, 12/02), cette city bourrée d'incubateurs, and d'accélérateurs à tous les coins de streets, où on détecte les pépites «scalables». Scalaquoi? La scalabilité est hyper tendance dans le monde des start-up, à Nantes (comme ailleurs) où les espaces de coworking bourdonnent de tweets du genre «Le pilotage du business model à la nantaise est plus scalable grâce aux plateformes cloud.» Traduction: est scalable ce qui est susceptible littéralement de «changer d'échelle» rapido. Ces vertiges d'échelle fascinent les gouvernants locaux.

L'agence d'urbanisme claironne que la start up, ça cartonne\*. À lire le rapport de l'Auran, ça pète pas loin: si presque toutes les 240 start-up de Loire-Inférieure «ont eu au moins un salarié en 2016, plus de la moitié n'en comptent aucun au 31 décembre 2016»\*. Et la part de ces start-up pèse très peu dans les créations de boîtes: «En 2016, on évalue qu'environ 1% des entreprises créées à Nantes peuvent être considérées comme start-up». Une baudruche dégonflée par ses propres encenseurs. ■

\* L'accélération du phénomène start-up à Nantes, Les synthèses de l'Auran (Agence d'urbanisme de la communauté urbaine), n°14, juin 2017.



## Starteupnéchone Mouchards et blablateurs

DES nouvelles du monde merveilleux des indics, traqueurs et baratineurs incrustés à l'insu de votre plein grésillement dans votre bigophone. Ouest-France a créé un «accélérateur de start up». Si si. En décembre dernier, un jury a choisi cinq boîtes dont Sensego, basée à Paname, qui installe des mouchards sur les smart phones pour pister ce que font et où vont les déposeurs de données sur des sites. Des cookies new look pour qu'un clic sur une photo de plage «anticipe les actions futures de l'utilisateur (exemple: la réservation d'un vol)» et ce «pour optimiser l'acquisition et la fidélité client des compagnies aériennes et des hôteliers» et viser «l'augmentation du nombre de conversions des campagnes marketing». Autre boîte au même genre d'utilité époustouflante du lot des cinq: AskHub vise notamment «les entreprises ayant de l'open data à transformer en services conversationnels» via des robots qui s'incrument et tchatchent quand on leur demandent rien. Elle est pas belle, la viande à algorithmes cannibales? ■

## Dis que t'as raté

EN mai 2016, Dictanova était une pépite du startupisme à la nantaise, spécialiste de l'analyse des commentaires des clients, remoulinés pour leur refourguer de la came que même en rêve ils n'avaient pas envisager acheter. La boîte s'était «illustrée en prédisant à l'avance les résultats des Miss France, deux années consécutives, à partir des tweets des téléspectateurs»\*. Trois ans après, la boîte n'a pas su prédire sa propre dégringolade. Elle est en procédure de sauvegarde au tribunal de commerce. Pas en faillite, pas en cessation de paiement, juste avant. Va falloir des talents de prédiction pour éviter le scénario banqueroute. ■

\* Lulu n°92, mai 2016.



## La police toute attrac Attractivité à comparaître

LA députée macroniste Valérie Oppelt a convié quelques experts à un atelier thématique «attractivité des villes», dans une brasserie le 26 mars (Presse-O, 27/03), avec une quarantaine de ces fameux «acteurs du territoire» que c'est pas n'importe qui, ces gens-là, commerçants et agents immobiliers, classique, mais aussi un cadre des pompiers, sans doute pour tenter de réduire les incendies de personnes et immolations qui inquiètent tant les investisseurs, et des syndicats de police, pour séduire les étrangers, ou peut être juste pour discuter comment réguler l'activité lacrymogène hypercentrale. Trop enfumés, les centres villes manquent de visibilité. Vite, trouver un équilibre entre larmes et bagages. ■



# Tagadac tagadac

## ● Réinvention

C'est pour l'année « la réinvention de la Gauche », rien moins. Pour démarrer, Johanna Rolland a confié (*Presse-O*, 06/01) sa vision du « chantier qui attend le parti socialiste en 2018 ». C'est vrai que l'attrait pour les ruines, c'est d'un romantique.

## ● Meilleurs vœux

Un vœu, c'est comme un truc lancé dans la couche de l'air située entre les avions et les étoiles filantes. Le conseil municipal de Nantes du 9 février a fait un vœu sur l'abandon de l'aéroport de ND des Landes. Mais mystère complet : « La page demandée n'existe pas ou n'est plus disponible sur le site nantes.fr [consulté trois semaines après]. Le lien que vous avez activé est probablement erroné ou obsolète. » Voilà les vœux frappés d'obsolescence programmée.

## ● Incrédible beute trou

Même conseil municipal, point suivant : budget fossoyage. N'y voir aucune malice de l'ordre du jour. Les comptes détaillent des « immobilisations corporelles » et des « provisions pour dépréciations des immobilisations »... Ces corps qui bougent encore et qu'il faut maîtriser se déprécient si vite. Pour l'activité des fossoyeurs 2018, le conseil municipal a revoté le financement. Pour combler le trou à l'avance.

## ● Massacre à l'euphémisme

Un nouvel équipement de quartier, à Nantes, ça se présente forcément en coconstruction mais ici avec « trois maisons à déconstruire » (*Ouest-France*, 16/02) Précepte impérieux de la propagande, ne jamais dire démolir. Coco, décon, on s'y perd.

## ● Dorénavant-projet

Se considérant comme cocu du dossier de l'aéroport qu'est pas parti de son fief, le maire de Saint-Aignan de Grand Lieu, Jean-Claude Lemasson « songe dorénavant à relocaliser son bourg » (*Ouest-France*, 15/02). Pas sûr que le brave maire reloco soit accueilli à bocage ouvert à Notre-Dame-des-Landes.

## ● Vague alarme

Pour une fois l'expression « pas de vague » prend tout son sens. Une boîte spécialisée contrôle l'état des quais du ports de Nantes. « Les navigateurs sont priés de passer à vitesse réduite et de ne pas s'approcher de la zone d'inspection afin de ne pas faire de vagues. » (*Ouest-France*, 22/02) C'est quoi cette entreprise, à la moindre vague d'étrave, même pas foutue de contrecarrer le yoyo de son canot. La Loire gelée, il suffirait d'y aller à pied. Dans la ville où on réinvente la gauche, on doit pouvoir calmer les vaguelettes.

## ● Une rue bien libellée

La ville de Nantes vient de donner le nom de « rue de l'Agrion



(on a bien tenté de dire à la dame que l'injure homophobe, c'était pas top, mais trop tard, ça fait des mois qu'elle a hurlé sa rage)

gracieux » à un bout de bitume, raccord entre deux rues du quartier gare-Malakoff. C'est qui c'est quoi cet agrion? Une bestiole qui a un vrai nom pour les odonatologues, ces éminents spécialistes des libellules: espèce coenagrion pulchellum, division des tribolastiques, sous division des deutérostomes, sous règne des métazoaires, super embranchement des arthropodes, super ordre des odonates, ordre des zygoptères. Pour onze mètres d'asphalte, ça faisait un peu long. ■

## Pas un pli À vos rangs, fixe!

Un drapeau est mort. Des lycéens lui offrent une seconde vie. Rompez.

Il y a les potaches vénéralisés et ceux qui vénèrent religieusement le drapeau tricolore, celui que les antimilitaristes nomment « la serpillière ». Si le gouvernement veut rétablir le service militaire, certains lycéens ont donc une longueur d'avance sur l'embrigadement et l'introduction anticipée de la discipline. Au lycée Audubon, à Couëron, la classe défense

et sécurité globale (*Ouest-France*, 22/12/17) a signé une convention avec l'Association républicaine des anciens combattants. Comme pour les grandes manœuvres, ou le magnifique « César » dans le bocage en 2012, un nom mirobolant a été attribué à l'Opération: « Seconde vie pour un drapeau »: un vieux drapeau a été déstocké et confié à la garde de la classe

d'apprentis bidasses, chargés de ressortir la relique le 11 novembre, un des potaches commis d'office à brandir les couleurs. Les vieux combattants s'épargnent ainsi le risque de se déchirer la braguette d'un mauvais coup de hampe de drapeau. Lors de la signature du protocole, le président de la section locale des vieux battants (restons polis), les galonnés et le proviseur ont vanté les valeurs militaires, taratata, avant une « exploitation pédagogique autour de la notion de drapeau ». Exploités de tous les plis, ne vous laissez pas plier. ■



## Poids vraiment lourd

L'Éclairer de Châteaubriant, 15 février 2018

Attention, la xénophobie arrive par la route. « Un poids-lourd d'origine lituanienne » s'est encastré dans l'avent de la station service d'un supermarché. C'est vrai que l'origine ethnique du camion change toute l'info. D'où vient l'essence, par contre, on ne sait rien. La brigade de l'ethnicité correct préconise la réécriture: « Un véhicule de type caucasien a commis une destruction légère de biens appartenant à une groupe de distribution de souche bretonne. »

## Prenez la porte

Presse-Océan, 28 février 2018

« Il a purement et simplement été volé par des gens sans scrupule. » Qui, il? Le portail et le portillon en ferraille, tous neufs, du cimetière de Treffieux. Imaginez que le portail ait été scrupuleusement dérobé par des gens purs et simples qui ont laissé leurs coordonnées.

## Esprit de synthèse

Presse-Océan, 28 février 2018

Le futur terrain synthétique du Pellerin est-il dangereux? Le magazine *So Foot* (n° 151, novembre 2017) cite des études de l'université de Yale sur les dangers cancérigènes des granulés, et indique que le principe de précaution appliqué à New York et Amsterdam, freine la création de nouveaux terrains synthétiques. Mais c'est controversé: en avril 2017, l'Echa, Agence européenne des produits chimiques, nie tout lien entre les granulés du synthé et les cancers chopés par les footeux. C'est ce que retient le président du club de foot du Pellerin pour qui « de nombreuses études ont été réalisées. Aucune ne conclut à un risque que ce soit par inhalation, contact ou ingestion ». Gare à pas fumer la moquette.

## Ramasse-bourrier

Réponse conso, 11 décembre 2017

Comme un compte de fées. En janvier 2016, un ostéopathe qui ramasse des déchets en faisant son jogging crée un groupe facebook qui tape dans l'œil du patronnissime Zuckerberg. Texte du boss, équipe vidéo envoyée de Californie, promo virale. Soutenu par une ex-Miss France, Lary Thilleman, et le prince Albert of Monaco, le groupe de mille coureurs à pied ramasse-bourrier grimpe à 18000 membres. En décembre l'ostéo crée une appli mobile, un compteur mondial de déchets. Chacun s'y prend en selfie avec la récolte de son ordure du jour. La géolocalisation cartographie un paquet de saucisse vide à Nîmes, un emballage de compote écrasé à Paris, des bouteilles plastique là, des paquets de clopes ici. Et la lecture de ce texte vous a fait perdre une bonne minute qui aurait pu en trottant vous faire nettoyer 100 m de chemin. Calculez combien d'articles il faut lire pour éviter de ramasser une benne. Et de se fatiguer bêtement. ■

Un jour, en 1995, mon pote Yves nous emmène voir son parrain.



On parle un peu du père de Yves, décédé un peu plus tôt, lui aussi communiste, et barbu.



Sa femme et lui étaient maraîchers. Maraîchers, et communistes... En Vendée c'est pas banal...



Il travaillait à Sud-Aviation à Bouguenais, première usine occupée en 1968.



## Accable! État dépressif

Poussée anar chez les dignitaires de l'aéroportisme bocagé.

TOUCHANTS de détresse, les loosers déclenchent forcément une vague de compassion. Mais, aveuglés par l'amertume, les ex-pro-aéroport flirtent avec l'anarchisme, quelle horreur, tant leur dégoût de l'État les envahit d'un coup. Officiellement étiqueté parti sauce départementaliste, Philippe Grosvalet affirme sans détour « ne pas avoir confiance

en l'État » (JDD, 15/02). Il ne se polarise que sur un état, celui de la route D281 qui traverse la zad. « Des habitants m'ont fait savoir qu'ils n'iront plus jamais voter », s'alarme-t-il (20 minutes, 17/01). Phiphi a failli déchiqueter lui aussi sa carte d'électeur. Mais non. Anar mais raisonnable, Phiphi. Johanna Rolland est elle

aussi dans tous ses états: « L'État bafoue l'expression démocratique. C'est un mauvais coup et une trahison qui affaiblit l'état de droit » (La Croix, 17/01). Comme la maire de Nantes (20 minutes, 17/01), l'ineffable maire de Saint-Aignan dénonce la « trahison de l'État » (Presse-O, 02/02). Les assos de riverains z'« en colère » haussent d'un ton, fustigeant la « haute trahison de l'État » (France Info, 10/02). Vite, au peloton d'exécution. « Tous ceux qui portent un projet, même un projet modeste, sauront qu'ils ne pourront

plus compter sur l'État », lâche le sénateur député Bruno Retailleau (Les Échos, 17/01). « Face à un État qui ne soutient plus mais accable, la leçon est qu'il faut d'abord compter sur soi » écrit Dominique Luneau, patron de Télénantes et de l'agence de presse API (Lettre d'API, 19/01). Compter sur ses propres forces, mais c'est du maoïsme. De quoi méditer cette (vraie) citation de Mao: « Sans destruction pas de construction, sans barrière pas de courant, sans arrêt pas d'avance. » ■

Elisée Recul



## ALORS ? C'ÉTAIT COMMENT MAI 68 ?



## mai mais quoi

J'avais 14 ans à peine j'ai tout vu de mon balcon

J'ai rien compris

Mes parents habitaient rue Garde-Dieu. Ça aurait pourtant dû m'inciter à la révolte, mais non, trop jeune, trop con.

C'est juste entre la préfecture et la mairie.

Aux premières loges, quoi

J'ai presque pas de souvenirs

juste des anecdotes



une fois, un chef de CRS trouvait que ses hommes cognaient trop fort et c'est lui qui du plat de sa matraque a tenté d'en calmer quelques uns en leur tapant dessus...

La mét'hode, alors en phase test instinctif, a été aussitôt abandonnée.

Une autre fois, deux CRS plus téméraires avaient poussé leur charge plus loin que leurs collègues.

En revenant sur leurs pas, deux manifestants réfugiés dans l'encoignure d'un porche les ont fait



sursauter. il manque la suite: ils ont couru pour rejoindre les autres flics de leur unité, repliée Place Roger-Salengro.

Sur la place devant la préfecture, après le temps de l'émeute, tous les gens se parlaient, discutaient tous les soirs. Ça me fascinait. «Mais ces gens d'habitude, ils ne se parlent même pas...»

## Captain commémo

# Reprise en mai

Nantes, ses commémoros mollo mollo de 68, tuit tuit.

PAS évident de célébrer Mai 68 quand, 50 ans après, la rue n'est pas pacifiée, les manifs restant lacrymogénées, les étudiants matraqués. L'actualité contrarie le mémoriel. Sérieusement débordée en mai 68, la municipalité reprend l'histoire en main «pour faire entrer Mai 68 dans l'histoire nantaise» et «contribuer à la co-construction d'un récit commun». Le slogan «coconstruction, piège à cons» n'étant pas d'époque, on peut y aller. Mais avec la rue, on joue avec le feu, les manifestations festives bien cadrées sont placées sous extincteur, soigneusement noyées dans «l'événement Carrément biscuits» décrété 100% participatif et censé associer le 26 mai le grand public à tout et à rien, pourvu que ce soit chanté, dansé ou déclamé.

### Mai basse sur la ville

Le souvenir de la subversion est placée sous tutelle municipale, partenariat avec une vingtaine d'institutions culturelles, conservatoire, archives, médiathèque, Lieu unique... Le budget annoncé, entre 200 000 et 250 000€, permet une flash mob opérète, un jeu vidéo de course de bagnoles projeté sur une façade, une «danse de masse», une expo sur le climat qui s'étrique, des concerts amateurs type scènes ouvertes, des déclamations de poèmes au coin de la rue.

### Une aventure sonore

Et quelques trucs sur Mai 68 mais pas trop. Un partage de souvenirs «en tête à tête», une chorale participative pour entonner pas trop fort des chants de 68 place Graslin. Place Royale, des comédiens sortant du conservatoire referont trois fois leur «prestation de 15 minutes» supposée faire «revivre l'essence des revendications de mai 68» et illustrant «le cœur de la motivation étudiante de cette époque». La compagnie de théâtre de rue Magic Meeting fait folklorisette avec une «déambulation d'une heure sur les événements de Mai 68 à Nantes, casques sur les oreilles, les participants deviendront interprètes d'une aventure sonore où se mêleront patrimoine, histoire, expression corporelle». L'aventure sous casque, aussi ébouriffante qu'un salon de coiffure vintage. Mais c'était vraiment ça, Mai 68 : twist dans la rue, madison dans les facs, jerk dans les usines... Selon le dossier interne à la mairie, cette balade, casque audio sur les esgourdes, «permet de maîtriser la jauge à l'inverse d'une visite guidée classique où le public peut s'aggrer». La foule non prévue, c'est la hantise des commémoros. Des visites guidées arpenteront sagement les lieux de manifs, menées par des guides-conférencières de la Direction du patrimoine et de l'archéologie. Toute découverte d'ossement soixante-huitard authentique doit être déclarée aussitôt aux autorités. ■

Daniel Cocon-Bendit



## Les savons de l'histoire locale

Une histoire locale au ras du sol mais qui dérape au bout.



CA part du sous-sol, des vestiges l'archéologie, pour finir hors sol, à l'écoute des petites élites gouvernantes. Entre temps, l'histoire populaire s'est collectée au ras du sol et c'est toute cette partie qui fait l'intérêt de ce bouquin, *L'Histoire populaire de Nantes\**. On retrouve dans les auteurs deux historiens proches du pouvoir local, et l'ancien rédacteur chef de Place Publique où les deux premiers officient aussi. Histoire pop, version locale. Ce balayage de la préhistoire à nos jours arrive après deux histoires populaires «*des États-Unis de 1492 à nos jours*», d'Howard Zinn en 1980 et «*de la France de 1685 à nos jours*», de Michelle Zancarini-Fournel en 2016.

### Gloire aux anonymes

Le parti pris est aussi réjouissant, préférant le récit des anonymes aux vieilles sagas des puissants, délaissant donc couronnements, intrigues de cour, batailles d'empires, élections à la tête des instances dirigeantes. Il faut jongler avec le manque de traces que laisse le peuple dans les archives, hormis le regard condescendant des pouvoirs sur la misère, et les mesures de maintien de l'ordre,

ordinaire ou exceptionnel. L'historien doit donc trier dans les écrits sur les pauvres émanant du gouvernement local, de la police, de médecins saint-simoniens, de curetons. Les témoignages plébéiens directs sont forcément rarissimes. La déclinaison nantaise use de formules impérieuses, truffant le texte de «*nous savons*» sans qu'on sache qui est ce nous (les auteurs, les Nantais, les historiens...) «*Nous savons que le peuple boit*». Ah bon.

### Sous terre, sur mer

Le manque d'archives contraint à suivre les spéculations d'archéologues et à lire les chroniques officielles de la misère, avant qu'émeutes de la faim et «*troubles de subsistance*» laissent des marques dans le fatras des archives. La traite négrière est traitée par son autre pan invisible, les soutiers du trafic, soulignant que «*les mousses les plus jeunes (qui) n'ont que sept années d'espérance de vie professionnelle, un peu moins qu'un esclave vivant dans une plantation*». Au milieu du XIX<sup>e</sup>, le bureau de bienfaisance secourt presque un quart de la population nantaise... Les conflits de classe sont bien présents, ceux de genre moins apparents. À la différence

de l'approche «*au ras du sol*» de Michelle Zancarini-Fournel, ce déroulé dans la cité des Ducs s'attache moins aux émeutes, révoltes et organisations autonomes affrontant le pouvoir, faisant des impasses, par exemple sur le réseau nantais de soutien au FLN et ses appuis syndicaux pendant la guerre d'Algérie, les mouvements antimilitaristes divers, insoumission, renvoi des papiers militaires, ou plus récemment les émeutes de 2005 dans les «*banlieues*», en fait des quartiers populaires, expédiées en une ligne.

### Remontée vers les gouvernants

Pour la période contemporaine, le ras du sol disparaît. L'aujourd'hui substitue curieusement les discours des dirigeants locaux à l'enjeu d'une parole populaire, fut-elle plurielle. Le bouquin adopte une vision institutionnelle, passe au filtre université, église, chambre de commerce. Et la municipalité, ses stratégies d'urbanisme, de politique culturelle. Les auteurs reconnaissent qu'il s'agirait plus d'une culture pour le peuple que d'une culture du peuple. Cependant, «*les scolaires qui se rendent par milliers à la Folle journée*», c'est bien joli, mais c'est du *story telling*: les gniards n'ont pas choisi et ça n'en fait pas pour autant un rendez-vous échappant à une célébration de l'art bourgeois. La confection des chars du carnaval paraît plus conforme à une pratique populaire réelle. Pour faire la saga du populo, citer Jean-Marc Ayrault et Johanna Rolland, ou une poignée de sociologues, on repassera. La question de la gentrification survolée, le texte note la montée de l'abstention populaire, tout en s'attachant aux résultats électoraux. Allez, allez, pas d'histoire. ■

### Fernand Peutoulier

*Histoire populaire de Nantes*, Alain Croix, Thierry Guidet, Gwenaél Guillaume, Didier Guyvarc'h, 480 p. Presse universitaires de Rennes, 15 €.

### Testiquoi ?

## En plein dans les ouille ouille ouille

Un plot n'est pas un complot. Mais ça fait quand même mal.

LORS des manifs contre la loi Travail, onze personnes ont été blessées par des grenades, des bousculades et des tirs de balles en caoutchouc dur. Ces onze plaintes au pénal pour «*violence volontaire avec arme par policier détenteur de l'autorité publique*» ont été classées sans suite par le parquet en mai 2017, avec un motif surprenant servi également à toutes et tous: «*Les faits dont vous vous êtes plaints ne sont pas punis par la loi*». Pas que l'on n'ait pas de preuve, ou pas de policier formellement identifié comme auteur des faits. Non, juste que ce ne serait subitement pas illégal de cogner sur les gens... On découvre à l'occasion que les violences policières sont aussi des mauvais coups entre policiers eux-mêmes, sans l'aide de personne d'autre. Les enquêtes de l'IGPN, la police des polices, ont été menées et ont servi au classement mais elle étaient jusqu'ici invisibles aux

plaignants pendant presque un an. Quatre sur onze ont finalement été lâchées par le parquet. On y lit par exemple que ce 19 mai 2016, Nadia Rondeau, gardienne de la paix est en «*fonction de voltigeur au sein du groupe 712 de la CDI*», compagnie départementale d'intervention. Elle consigne un jet de grenade de désencerclement. Mais elle a raté son coup: «*La grenade a percuté l'angle d'un mur et est reve-*



nue en direction de notre position, un plot est venu heurter un collègue au niveau des parties génitales». Effectivement, Erwan Le Gall est inventorié dans les victimes policières du jour comme «*blessé testicule*». Il explique d'ailleurs qu'avant ce coup au plus intime, il a lui aussi lâché une grenade mais qu'après il était aux urgences. Les statistiques des blessés policiers servant à légitimer le degré de réponse des forces de l'ordinaire, on peut se poser certaines questions. En avril 2012, un autre procès mettant en cause un policier auteur d'un tir de LBD40 avait aussi permis de dévoiler qu'un des blessés dans les rangs policiers devait son petit doigt cassé à l'empressement de ses collègues à refermer le portail du rectorat en oubliant la mimine du collègue. Dans le maintien de l'ordre, il faut se méfier de tout le monde, même de ses congénères. ■

### Pablo Escopette



### Moitié des nuages

## Impayables, ces nanas !

Moins payées : c'est votre faute ! Audencia et la mairie de Nantes vous sauvent.

MOINS payées que les hommes, les femmes ne savent pas pêter le plafond de verre. Audencia a fait ce constat et offre généreusement de corriger cette tare individuelle, qu'il faut comprendre comme une soumission volontaire au *low cost* salarial.

«*Tout cela est aussi de notre faute : si on ne demande pas d'augmentation, c'est normal de ne pas en avoir*», a asséné Annie Sorel, ex du comité directeur de Kiabi (trop de vestes dans sa vie?) et animatrice des trois heures de séance le 24 février. Les femmes sous-payées ne savent pas négocier la vente de leur force de travail. Pour arranger ça, mairie de Nantes et Audencia, l'école des boss et sous-bosses concoctent un «*négo training*», formation éclair à la tractation salariale. Le partenariat public privé mairie-Audencia est ici ouvert au Medef, la CFDT, la CFE-CGC. Conseiller municipal et prof à Audencia, André Sobczak\* déclare sans raboter son salaire: «*Ça nous semblait dangereux de développer une telle initiative sans associer les entreprises, car certaines pouvaient mal l'interpréter et redouter une hausse de leur masse salariale*». Faudrait pas faire un enfant dans le dos à ses partenaires financeurs, qui sont venus ausculter cet attirail de questionnaires et jeux de rôles. Un bon moyen pour contrer ces vellétés risquant d'impacter le sacro-saint «*coût du travail*» patronal. Parce que si les femmes s'y mettent toutes... Dans les boîtes, ça pullule. Moins au sommet, c'est vrai.

### Halte à la négophobie

Ce «*module d'accompagnement*» prétend soigner les femmes de leur négophobie salariale afin d'obtenir des «*déséquilibres mieux adaptés*». Ambitieux, comme on voit... La formation dit apprendre «*à définir une stratégie, connaître sa valeur, être capable d'identifier à quel*

*salaires prétendre par rapport à un contexte de marché et s'entraîner, s'entraîner, s'entraîner, pour demain obtenir des déséquilibres de salaires qui seront mieux adaptés entre les hommes et les femmes*», explique avec un sens offensif de la revendication Sandrine Charpentier, une des initiatrices du programme. Le site d'Audencia la présente comme CEO (Chief executive officer) et non patronne, trop trivial. Sa boîte, Digitally, est une start-up locale qui accompagne les start-up locales dans le numérique. L'économie circulaire à en attraper le tournis. En fait, Sandy est juste gérante de sa Sarl de conseil à deux, elle, la boss, et une associée. Son savoir-faire pour négocier ses émoluments au sein de sa boîte qu'elle dirige, c'est juste de la schizophrénie devant un miroir.

### Hardi les riveteuses

Sur le site d'Audencia, l'«*événement*» était illustré d'une nième déclinaison de l'icône féministe Rosie la Riveteuse, retroussant ses manches avec l'air de faire un bras d'honneur. Une image qui est au départ un instrument de propagande à l'effort de guerre américain, incitant les femmes à aller à l'usine y suppléer les boys partis guerroyer overseas. Lors de cet après-midi à booster les candidates au bras de fer salarial, une participante, ex-directrice des achats dans la grande distrib', conseille «*de s'arroger aussi "les attributs de pouvoir" informels (bureau d'angle, voiture de fonction, par exemple) souvent dévolus aux hommes*». Un jour de février est née à Nantes la stratégie de la prise informelle du bureau d'angle de fonction. Et la face du monde des iniquités de genre en fut changée. ■

### Grisbie Lamanific

\* Lire «*Audencia se gave du sol au plafond*», et «*Nantes métraudencia*», Lulu n° 98-99, décembre 2017.

\*\* Reuters, 24 février 2018.



# T'es dans l'cadre Le chômage à qui expert gagne

Avant de crever, un rêve : devenir aussi con que sultan.

LE courriel de Pôle emploi m'a d'abord paru louche. Ce Monsieur Noreply apparaissant dans l'adresse, jamais entendu parler. Un stagiaire, sans doute. Du coup, je lui ai pas répondu. Le message m'invitait à une « cérémonie des certifications consultants seniors » le 13 février. En fait une séance de retape pour une boîte privée qui tente de faire des chômeurs ses clients. Comme il y avait le logo de Police Emploi, méfiance, j'y suis z'allé, plus alléché par le « cocktail dîatoire » promis par l'invite que par la cérémonie des diplômes et le baratin sois-toi-même.

## À bas les ré-ré!

Novessor est une société de conseil et formation pour consultants indépendants et même une « académie ». La « manifestation » prometteuse annonçait une « action de formation novatrice », dénommée parcours de training consultant indépendant, format « compact » ou « intensif ». On y passe du coaching à mentoring avec un peu de mind mapping pour se dégeler les fibres protoplasmiques entre les neurones. Pour le training camp, le baratineur n'a pas dit s'il fallait amener son duvet et son carnet de chant. Mais c'est pas un truc pour rigoler, le consultanat, il s'agit de transformer le minable



chômeur que je suis, alias « résigné réclamant », en startupeur en freelancing, expert en conseil. Le constat est simple: les seniors sont invendables, personne n'en embauche, mais ils et elles ont quand même de l'expérience et ça, ça pourrait se revendre. Plus de 45 balais, j'étais dans la cible. « Quelle famille n'est pas touchée aujourd'hui par un jeune-vieux inscrit à Pôle emploi? », dit l'orateur-vendeur, Alain Roux. Submergés

par l'émotion, les jeunes-vieux de la salle écrasent une larme.

## Vive la révolution

Associant le salariat à une « servitude volontaire », le conférencier enfile les poncifs de VRP ultralibéral: « Osez! », « L'emploi est mort, vive le travail! », « Le pacte social n'existe plus », « On assiste moins à une crise de l'emploi qu'à une révolution du travail », voire le très spéculaire: « On hérite d'un système pour lesquels les gens se sont battus. À nous de nous battre pour autre chose. » À bas les acquis sociaux, vive la bataille pour l'auto-entreprenariat. Alain Roux présente un trombinoscope de ses « coachs certifiés » à lui, avec qui « doit s'établir un respect réciproque, c'est très important ». Le hashtag #balancetoncoach n'est donc pas bien vu. À l'occasion, un couplet culpabilisant: « Pôle Emploi a des contraintes budgétaires. On ne peut pas accueillir tout le monde. Chez nous, vous venez pour bosser. Il y a une responsabilité sociétale à ne pas piquer la place d'un autre. » Même dans la débîne, le cadre garde le sens du profit. Qu'on les reconvertisse en thérapeutes, ça restera dans la continuité.

## Monsieur 14 000 contacts

Raie bien peignée, le bonimenteur septuagénaire lit platement

une feuille sur laquelle il a recopié des citations de penseurs du « self emploi ». Il vante le « libérrariat » concept fumeux à mi-chemin entre salariat et précarité. Les couvertures des bouquins apparaissent à l'écran des deux power points, actionnés par deux assistants qu'il moque quand ils n'appuient pas assez vite, d'une slide à une autre. Deux écrans, c'est pour que tout le monde voit bien. L'orateur rame à se la jouer jovial, si sympa et décontracté. Il n'as pas du consulter un expert en charisme. Pas une bête de scène, mais il a un bon argument, il a dépassé la limite d'âge, 72 ans, le 11 janvier dernier. Pour former des vieux, c'est crédible. Ancien prof à Audencia, il demande à la salle qui a plus de 200 contacts sur LinkedIn? Et plus de 500? Moins de bras. Mille? Les bras se raréfient. Un beau

teasing pour lâcher son propre score. Lui, c'est... 14000 contacts sur LinkedIn. La classe. Écraser ses clients par un poil d'arrogance, ça doit être une stratégie marketing, chez les conformateurs en consulting. Et le gars est sacrément de bon conseil, suggérant de se faire un « panorama des réseaux » pour vendre ses prestations d'expert, « et si vous n'avez pas d'idées, vous allez sur internet et vous allez raccrocher les wagons ». Ah, le oueurdeouailledeouaèbe, c'est l'idée du siècle, il paraît qu'on y trouve plein de trucs. Combien on vous doit, cher monsieur, pour ce conseil éblouissant? Ah, aujourd'hui c'est gratis. Combien on vous doit de mercis?

Je suis parti avant la fin, ratant petits fours et champagne. J'étais déjà saoulé. ■

Noam Chomskidefon

## Ma vie de portefeuille

APRÈS coup, il fallait savoir combien ça coûtait, ces belles formations. Et si Pôle emploi, la puissance invitante, crachait au bassin un peu, beaucoup ou pas du tout. Problème: le partenariat entre Novessor et Pôle emploi est alors en suspens, il doit être examiné un mois plus tard, et pas sûr d'être reconduit. Ma conseillère qui m'a dans son « portefeuille de clients » me répond: « Nous attendons toujours la validation de notre hiérarchie. » Un instant client d'un mirage tarifé mais sans devis, je redeviens bêtement chômeur. Me revoilà à ressasser les trois autres offres que m'a adressées Pôle emploi en dix mois. La meilleure: un master spécialisé « manager en amélioration continue et excellence opérationnelle » qui m'a fait rêver d'une carte de visite à deux lignes. Quand même plus exotique que les postes de « développeurs et testeurs en informatique pour implémenter des tests système ou d'acceptation de différents niveaux et de différents types (fonctionnel, performance...) » où j'aurais juste pu tester mon degré d'incompétence. Ne pas donner suite au très ciblé « technicien(ne) de maintenance sur matériel de pesage (H/F) » m'a tant pesé. ■

N. C

## Moufles léchées

Changement de carrière Mais quel canard!	Dans le mail Bouche-bouche	Au stade où on en est... Ancien dispositif pour smicard	Vélorution Petite académie	Pour les afters au hangar Canaux de sortie	Premier de la liste
Lionel y fait bronzette Versant du vin	Gâteau sucré...salé Article ibérique	Dix points à la belotte Chercheuse d'un pôle	Meuf d'Espagne Pub anglaise	Agent tout risque	
Grand d'Afrique Il peut rendre raisin	Béton projeté Ne sont plus à poils	Particulièrement salées Provoque des troubles	Mauvais souvenir de guerre	Il aime la barbaque	
Z'yeuter comme un anglais Initialement dans le 44	Permanence rapide Vagadonde	Usufruit Gestion pas si humaine?	Au au labo Cassius Clay		
Bûchées Piège un con		Université réformée			
Emanations olfactives Agir sur le local ou le global					

Solution en ligne: www.lalettrealulu.com

## Convergence des luths

### La députée instrumentalise

VERSION papier c'est « La députée devient luthière » (Ouest-France, 20/03), tronquant le titre complet de la version numérique « La députée devient luthière, le temps d'une journée... » À lire l'article, la journée s'est réduite à un bout de matinée. Sur le papier on croit qu'elle va donc changer de métier. En fait, elle se fait de la com' avec l'opération « artisan d'un jour » de la Semaine de l'artisanat. Une « occasion unique

pour Valérie Oppelt de se mettre à la place d'un chef d'entreprise artisanale » baratine son communiqué. Elle a remplacé personne, elle a juste écouté le luthier lui raconter son taf, en conviant la presse à 11h30. Cadre dans une boîte d'éclairage, la députée devra être assez éclairée pour donc éviter le pipeau (réputation controversée en com) ou le violon (mal vu des politiques au stade garde à vue). ■

## Qui ça?

Ont œuvré à ce centième numéro en écritaille que vaille et gribouille que bouille: Anis Mauresque, Jules de Chez Smith, Pascale Hibrage, Fred Crayon, Sister Joan, Ray Clid, Sophie Nasri, Jules Baliverne, Olli, Pich, Gilles Raclement, Loïc Amasse.

Directeur de publication: Nicolas de la Casinière.

N°ISSN: 1270-4911 - N°CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.

Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par

l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur [www.lalettrealulu.com](http://www.lalettrealulu.com)



## Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : ..... chèque à l'ordre de  
Prénom : ..... La Lutte à Leuleu  
Adresse : ..... 11 rue des Olivettes  
..... 44000 Nantes  
..... ou abonnement en  
..... ligne via notre site (ci-  
email : ..... dessus) et via Paypal.